

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2009 — 1864

[C — 2009/02033]

15 MAI 2009. — Arrêté royal fixant les modalités d'application de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux pour le personnel administratif et technique des établissements scientifiques fédéraux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, l'article 4, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juillet 2008;

Vu le protocole de négociation n° 145/1 du Comité de secteur I B Administration générale, conclu le 24 décembre 2008;

Considérant l'arrêté royal du 30 avril 1999 fixant le statut du personnel administratif et technique des établissements scientifiques de l'Etat;

Considérant l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux;

Vu l'avis 46.154/1 du Conseil d'Etat, donné le 19 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et de l'avis des Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable au personnel administratif et technique des établissements scientifiques fédéraux.

Art. 2. L'article 2, § 1^{er}, 1°, 5° et 7°, de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux doit se lire comme suit :

— « 1° cycle d'évaluation : un processus qui aide l'évaluateur dans ses responsabilités de dirigeant et qui vise à stimuler la communication entre l'évalué et l'évaluateur, à promouvoir le développement des compétences du membre du personnel et à atteindre les objectifs de l'établissement scientifique fédéral; »;

— « 5° évaluateur : le chef fonctionnel qui a la direction et/ou le contrôle journalier du fonctionnement de l'évalué et qui assure la communication informelle et formelle dans le cadre du cycle d'évaluation. L'évaluateur peut également faire partie du personnel scientifique; »;

— « 7° objectifs de l'organisation : les objectifs des établissements scientifiques fédéraux. »

Art. 3. L'article 4, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Le conseil de direction détermine pour chaque catégorie de membres du personnel si la période d'évaluation est d'un ou de deux ans. »

Art. 4. L'article 5 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Le conseil de direction fixe les modalités pratiques de l'organisation du cycle d'évaluation pour l'établissement scientifique fédéral concerné. »

Art. 5. L'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} février 2005, doit se lire comme suit :

« L'évaluateur détermine au moment de l'entretien de planning, sur base du contenu de la fonction de l'évalué, s'il est opportun de formuler des objectifs de prestation.

Ces objectifs cadrent avec les objectifs des établissements scientifiques fédéraux.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2009 — 1864

[C — 2009/02033]

15 MEI 2009. — Koninklijk besluit tot bepaling van de nadere regelen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten, op het administratief en technisch personeel van de federale wetenschappelijke instellingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikelen 37 en 107, tweede lid;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, artikel 4, eerste lid;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juli 2008;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 145/1 van het Sectorcomité I B Algemeen Bestuur, gesloten op 24 december 2008;

Overwegende het koninklijk besluit van 30 april 1999 tot vaststelling van het statuut van het administratief en technisch personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Staat;

Overwegende het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten;

Gelet op advies 46.154/1 van de Raad van State, gegeven op 19 maart 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het administratief en technisch personeel van de federale wetenschappelijke instellingen.

Art. 2. Artikel 2, § 1, 1°, 5° en 7°, van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten dient als volgt gelezen te worden :

— « 1° evaluatiecyclus : een proces dat de evaluator ondersteunt bij de leidinggevende verantwoordelijkheden en dat gericht is op het stimuleren van de communicatie tussen chef en medewerker, op het bevorderen van de ontwikkeling van de competenties van het personeelslid en op het bereiken van de doelstellingen van de federale wetenschappelijke instelling; »;

— « 5° evaluator : de functionele chef die de dagelijkse leiding en/of toezicht heeft over het functioneren van de geëvalueerde en die de informele en formele communicatie in het kader van de evaluatiecyclus verzekert. De evaluator kan eveneens deel uitmaken van het wetenschappelijk personeel; »;

— « 7° organisatiedoelstellingen : de doelstellingen van de federale wetenschappelijke instellingen. »

Art. 3. Artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

« De directieraad beslist voor elke categorie personeelsleden of de evaluatieperiode één of twee jaar betreft. »

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

« De directieraad bepaalt de praktische regels betreffende de organisatie van de evaluatiecyclus voor de betrokken federale wetenschappelijke instelling. »

Art. 5. Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 2005, dient als volgt gelezen te worden :

« De evaluator bepaalt ter gelegenheid van het planningsgesprek op basis van de functie-inhoud van de geëvalueerde of het opportuun is om prestatiedoelstellingen te formuleren.

Deze doelstellingen kaderen in de doelstellingen van de federale wetenschappelijke instellingen.

Le cas échéant, l'évalué et l'évaluateur discutent, au début de chaque période d'évaluation, des objectifs de prestation et/ou des objectifs de développement personnel pour la période d'évaluation à venir et déterminent ces objectifs. »

Art. 6. L'article 18 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Le dossier d'évaluation individuel de l'évalué est à la disposition du membre du personnel lui-même, de l'évaluateur, du membre du personnel qui a la direction et/ou le contrôle journalier du fonctionnement de l'évaluateur et du service chargé de la gestion du personnel. »

Art. 7. L'article 21 du même arrêté doit se lire comme suit :

« La première mention « insuffisant », consiste pour l'agent nommé à titre définitif en un avertissement et une invitation à mieux fonctionner. L'évaluateur et son chef fonctionnel peuvent proposer au service chargé de la gestion du personnel de l'établissement scientifique fédéral concerné de réaffecter l'évalué; celui-ci en est avisé.

Le conseil de direction détermine la durée de la période d'évaluation qui suit l'attribution de la première mention « insuffisant »; cette durée est de six mois au moins.

Si dans les trois ans qui suivent l'attribution de la première mention « insuffisant », une seconde mention « insuffisant » est donnée, une proposition de licenciement est faite à l'autorité qui a le pouvoir de nomination. »

Art. 8. L'article 22, § 1^{er}, du même arrêté doit se lire comme suit :

« L'agent peut introduire, par un envoi recommandé, un recours auprès de la chambre de recours instituée auprès de son établissement scientifique fédéral, dans les quinze jours civils qui suivent la notification, par un envoi recommandé, de la première mention « insuffisant ».

Le recours est suspensif.

En dérogation à l'institution d'une chambre de recours distincte pour chaque établissement scientifique fédéral :

— une chambre de recours peut être instituée pour l'ensemble des établissements scientifiques fédéraux soumis au pouvoir de contrôle d'un même ministre;

— la chambre de recours du service public fédéral ou du service public fédéral de programmation dont relève l'établissement scientifique fédéral peut être rendue compétente pour l'établissement scientifique;

— un établissement scientifique fédéral peut rejoindre la chambre de recours du SPP Politique scientifique.

La décision relative à l'institution de la chambre de recours est prise par le ministre ou les ministres compétents pour l'établissement scientifique fédéral concerné sur proposition du conseil de direction concerné.

Au cas où un recours est introduit par un membre du personnel d'un établissement scientifique fédéral, au moins un des assesseurs doit être un agent nommé à titre définitif de l'établissement scientifique fédéral concerné. »

Art. 9. L'article 23 du même arrêté doit se lire comme suit :

« L'agent peut introduire, par un envoi recommandé, un recours contre la seconde mention « insuffisant » auprès de la chambre de recours visée à l'article 22, dans les quinze jours civils qui suivent la notification par envoi recommandé.

Le recours est suspensif. »

Art. 10. L'article 24 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 24. § 1^{er}. La chambre de recours visée aux articles 22 et 23 comprend autant de sections qu'il y a de rôles ou de régimes linguistiques parmi les agents susceptibles de demander à être entendus par elle.

§ 2. La chambre de recours se compose :

1° d'un président, agent nommé à titre définitif et titulaire d'une classe A3 au moins d'un autre établissement ou SPF que celui auquel appartient le requérant, désigné selon le cas par le directeur général de l'établissement scientifique fédéral ou par les directeurs généraux réunis en collège des établissements scientifiques fédéraux qui relèvent d'un même ministre;

Desgevallend bespreken de geëvalueerde en de evaluator bij het begin van elke evaluatieperiode de prestatiedoelstellingen en/of persoonlijke ontwikkelingsdoelstellingen voor de komende evaluatieperiode en worden deze doelstellingen vastgelegd. »

Art. 6. Artikel 18 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

« Het individueel evaluatiedossier van de geëvalueerde is ter beschikking van het personeelslid zelf, van de evaluator, van het personeelslid dat de dagelijkse leiding en/of het toezicht heeft over het functioneren van de evaluator en van de dienst die belast is met het personeelsbeleid. »

Art. 7. Artikel 21 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

« De eerste vermelding « onvoldoende » houdt voor de vastbenoemde ambtenaar een waarschuwing en een uitnodiging tot beter functioneren in. De evaluator en zijn functionele chef kunnen aan de dienst die belast is met het personeelsbeleid van de betrokken federale wetenschappelijke instelling voorstellen de geëvalueerde over te plaatsen; deze wordt ervan verwittigd.

De directieraad bepaalt de duur van de evaluatieperiode die volgt op de toekenning van de eerste vermelding « onvoldoende »; deze duur bedraagt ten minste zes maanden.

Indien binnen de drie jaar na de eerste vermelding « onvoldoende » een tweede vermelding « onvoldoende » volgt, wordt een voorstel tot ontslag gedaan aan de benoemende overheid. »

Art. 8. Artikel 22, § 1, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

« De ambtenaar kan, per aangetekende brief, een beroep instellen bij de in zijn federale wetenschappelijke instelling opgerichte raad van beroep, binnen vijftien kalenderdagen na betekening, per aangetekende brief, van de eerste vermelding « onvoldoende ».

Het beroep is opschortend.

In afwijking van het oprichten van een raad van beroep voor elke federale wetenschappelijke instelling afzonderlijk kan :

— een raad van beroep worden ingesteld voor het geheel van federale wetenschappelijke instellingen die onder toezicht van eenzelfde minister vallen;

— de bestaande raad van beroep van de federale overheidsdienst of van de programmatorische federale overheidsdienst, waaronder de federale wetenschappelijke instelling ressorteert, bevoegd worden gemaakt voor de wetenschappelijke instelling;

— een federale wetenschappelijke instelling aansluiten bij de raad van beroep van de POD Wetenschapsbeleid.

De beslissing met betrekking tot de instelling van de raad van beroep wordt genomen door de voor de betrokken federale wetenschappelijke instelling bevoegde minister of ministers op voorstel van de betrokken directieraad.

Ingeval dat een beroep wordt ingesteld door een personeelslid van een federale wetenschappelijke instelling, dan dient ten minste één van de assessoren een vastbenoemd ambtenaar te zijn van de betrokken federale wetenschappelijke instelling. »

Art. 9. Artikel 23 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

« De ambtenaar kan, per aangetekende brief, een beroep instellen tegen de tweede vermelding « onvoldoende » bij de in artikel 22 bedoelde raad van beroep binnen de vijftien kalenderdagen na betekening per aangetekend schrijven ervan.

Het beroep is opschortend. »

Art. 10. Artikel 24 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

« Art. 24. § 1. In de in de artikelen 22 en 23 bedoelde raad van beroep zijn er zoveel afdelingen als er taalrollen of Bstelsels zijn voor de ambtenaren die kunnen vragen om door de raad te worden gehoord.

§ 2. De raad van beroep is samengesteld uit :

1° een voorzitter, vastbenoemd ambtenaar en titularis van tenminste klasse A3 van een andere instelling of FOD dan deze waartoe de verzoeker behoort, naargelang het geval aangewezen door de algemeen directeur van de federale wetenschappelijke instelling of de in college vergaderde algemeen directeurs van de federale wetenschappelijke instellingen die onder eenzelfde minister ressorteren;

2° par section, d'assesseurs choisis parmi les agents nommés à titre définitif de l'établissement ou des établissements concernés;

3° par section, d'un greffier-rapporteur désigné selon le cas par le directeur général de l'établissement scientifique fédéral ou par les directeurs généraux réunis en collège des établissements scientifiques fédéraux qui relèvent d'un même ministre;

4° de suppléants.

§ 3. Les assesseurs sont désignés pour moitié selon le cas par le directeur général de l'établissement scientifique fédéral ou par les directeurs généraux réunis en collège des établissements scientifiques fédéraux qui relèvent d'un même ministre; pour l'autre moitié, ils sont désignés à raison d'un assesseur par organisation syndicale représentative qui satisfait aux conditions de l'article 7 ou de l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

§ 4. Le greffier-rapporteur n'a pas voix délibérative.

§ 5. Les suppléants sont désignés de la même manière que les effectifs.

§ 6. Les assesseurs effectifs et suppléants qui siègent pour l'examen d'une affaire doivent appartenir à un niveau égal ou supérieur à celui du requérant. »

Art. 11. L'article 25, §§ 4 et 5, du même arrêté, doit se lire comme suit :

« § 4. La chambre de recours examine le dossier dans les quinze jours civils de sa saisine. Au plus tard dans les quinze jours calendrier qui suivent l'examen, elle fait connaître son avis motivé au directeur général de l'établissement scientifique fédéral ainsi que, par envoi recommandé, au requérant. Le directeur général de l'établissement scientifique fédéral décide dans les quinze jours civils qui suivent la réception de l'avis de la chambre de recours et communique sans délai sa décision à l'agent, par envoi recommandé, et à la chambre de recours. »;

« § 5. Si, bien que régulièrement convoqué, l'agent s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, le président considère la chambre comme dessaisie et transmet le dossier au directeur général de l'établissement scientifique fédéral. Lors d'une deuxième absence, même si une excuse valable peut être invoquée, la chambre se prononce sur base des pièces du dossier, sauf cas de force majeure.

L'absence du défenseur ne constitue pas une cause de remise sauf cas de force majeure. »

Art. 12. L'article 30 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Le présent arrêté entre en vigueur, pour chaque établissement scientifique fédéral, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 15 mai 2009 fixant les modalités d'application de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux pour le personnel administratif et technique des établissements scientifiques fédéraux. »

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 14. Les Ministres et les Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
S. VANACKERE

2° per afdeling, assessoren gekozen uit de vastbenoemde ambtenaren van de betrokken instelling of instellingen;

3° per afdeling, een griffier-rapporteur, naargelang het geval aangewezen door de algemeen directeur van de federale wetenschappelijke instelling of de in college vergaderde algemeen directeurs van de federale wetenschappelijke instellingen die onder eenzelfde minister ressorteren;

4° plaatsvervangers.

§ 3. De helft van de assessoren wordt, naargelang het geval, aangewezen door de algemeen directeur van de federale wetenschappelijke instelling of de in college vergaderde algemene directeurs van de federale wetenschappelijke instellingen die onder eenzelfde minister ressorteren; de andere helft wordt, a rato van één assessor, aangewezen per representatieve vakorganisatie die voldoet aan de voorwaarden van artikel 7 of artikel 8, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

§ 4. De griffier-rapporteur is niet stemgerechtigd.

§ 5. De plaatsvervangers worden op dezelfde manier aangewezen als de gewone leden.

§ 6. De gewone of plaatsvervangende assessoren die zitting hebben voor het onderzoek van een zaak, moeten tot hetzelfde of een hoger niveau behoren als dat van de verzoeker. »

Art. 11. Artikel 25, §§ 4 en 5, van hetzelfde besluit, dient als volgt gelezen te worden :

« § 4. De raad van beroep behandelt het dossier binnen vijftien kalenderdagen van zijn aanhangigmaking. Na onderzoek, deelt hij zijn gemotiveerd advies ten laatste binnen de vijftien daaropvolgende kalenderdagen mede aan de algemeen directeur van de wetenschappelijke instelling alsook, per aangetekende brief, aan de verzoeker. De algemeen directeur van de federale wetenschappelijke instelling beslist binnen vijftien kalenderdagen die volgen op de ontvangst van het advies van de raad van beroep en deelt onverwijld zijn beslissing mede aan de ambtenaar per aangetekende brief en aan de raad van beroep. »;

« § 5. Indien de ambtenaar, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt, beschouwt de voorzitter de zaak als niet meer bij de raad aanhangig en doet hij het dossier toekomen aan de algemeen directeur van de federale wetenschappelijke instelling. Bij een tweede afwezigheid, zelfs wanneer een geldige reden kan ingeroepen worden, behoudens overmacht, doet de raad uitspraak op grond van de stukken van het dossier.

De afwezigheid van de verdediger is, behoudens overmacht, geen reden van uitstel. »

Art. 12. Artikel 30 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

« Dit besluit treedt in werking, voor elke federale wetenschappelijke instelling, op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 15 mei 2009 tot bepaling van de nadere regelen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten, op het administratief en technisch personeel van de federale wetenschappelijke instellingen. »

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. De Ministers en de Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 mei 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
S. VANACKERE